

Questions orales

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, il est évident que le gouvernement tiendra compte de l'intérêt aussi bien des Canadiens que de B.C. Hydro. Déjà en 1980, cet organisme avait demandé un permis d'exporter son énergie pour l'ensemble de sa structure. Le gouvernement, à l'époque, avait refusé cette permission pour ce qui est de la région de la centrale thermique de Burrard, cette dernière n'ayant pas obtenu les permis de contrôle de la pollution déjà existants. Depuis, la province a autorisé et a accordé ces permis de contrôle de pollution, et B.C. Hydro fait actuellement une nouvelle demande à l'Office national de l'énergie, et cette dernière n'a pas encore statué, monsieur le Président.

[Traduction]

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE REJETER LA DEMANDE

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, le ministre sait très bien que les exigences environnementales de la Colombie-Britannique ne sont pas les plus rigoureuses, c'est le moins qu'on puisse dire. Pourquoi ne dit-il pas à *British Columbia Hydro* que le gouvernement fédéral rejettera sa demande? Sinon, nous devons dire aux personnes âgées de la vallée du Fraser de ne pas sortir cet été à cause de la pollution que provoquera la production d'énergie destinée aux climatiseurs en Californie. Cessez de servir les intérêts des Américains et prenez le parti des Canadiens.

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, ce Parlement a adopté des procédures et je crois qu'il est de la responsabilité du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources de les respecter. La demande est effectuée actuellement à l'Office national de l'énergie. Il appartient à cette régie de statuer sur la question et de recommander une solution au ministre, et à ce moment-là j'aviserai en tenant compte de l'intérêt de toutes les parties.

* * *

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

L'EAU—LE RAPPORT DU CONSEIL DES SCIENCES DU CANADA

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, en l'absence du ministre de l'Environnement, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Océans. Le Conseil des sciences du Canada a encore une fois attiré l'attention du public sur l'incapacité du gouvernement de faire face aux problèmes posés par l'eau.

Dans son rapport rendu public hier, le Conseil déclare qu'il faut sensibiliser les Canadiens au fait que leur approvisionnement en eau propre est gravement menacé et que les gouvernements doivent parer à cette éventualité en dépensant plus d'argent dans ce secteur.

Le ministre reconnaîtra-t-il que le gouvernement actuel s'est trompé en 1984 lorsqu'il a commencé à licencier des employés et à comprimer les programmes dans ce domaine et prendra-t-il immédiatement les mesures nécessaires pour rétablir ces programmes de façon à s'attaquer aux problèmes naissants que le Conseil décrit dans son rapport?

L'hon. Frank Oberle (ministre d'État (Sciences et Technologie)): Monsieur le Président, le député me permettra peut-être de répondre à la question. Nous avons lieu d'être satisfaits du rapport, car il souligne et approuve les initiatives prises par le ministre de l'Environnement et par le gouvernement dans le cadre de la politique fédérale de l'eau, qui a été annoncée l'automne dernier.

Le ministre est absent aujourd'hui, car il s'est rendu à l'université McMaster afin d'annoncer un programme très intéressant qui comporte d'importantes dépenses de la part du gouvernement fédéral précisément dans ce domaine.

LES CRÉDITS ET LES EFFECTIFS DU MINISTRE

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, les initiatives dont le ministre a parlé ne valent pas le papier sur lequel elles sont écrites, à moins qu'il n'y ait des personnes, des programmes et des crédits pour les mettre en oeuvre.

Le ministre est-il conscient du fait que depuis trois ou quatre ans, le ministère de l'Environnement, pour ne nommer que celui-là, a perdu quelque 70 millions de dollars à cause de l'inflation et au delà de 300 scientifiques et techniciens ont été déplacés à cause de la politique financière du gouvernement?

L'hon. Frank Oberle (ministre d'État (Sciences et Technologie)): Monsieur le Président, tout observateur objectif qui comparerait le dossier du ministre actuel de l'Environnement et celui de l'ancien ministre dans le gouvernement précédent ne pourrait manquer de conclure que les choses sont en bonne voie.

J'ai dit au député que le ministre de l'Environnement était à l'Université McMaster, aujourd'hui, pour annoncer la création, grâce à la collaboration du secteur privé et de l'université, d'une chaire industrielle sur le traitement des eaux usées dans l'industrie.

Il existe beaucoup d'initiatives semblables qui se reflètent toutes dans la loi concernant l'eau douce. Si le député se donnait la peine d'en faire la lecture, nul doute qu'il partagerait notre enthousiasme sur les perspectives d'avenir.